

Le coût du pouvoir

CE QUI EST DIFFICILE

Mettre en gerbe des idées sur la « responsabilité gouvernementale », alors qu'elles ne sont pas encore arrivées à maturité.

Exercer un pouvoir hiérarchique qui prive en partie d'interlocuteurs et d'interlocutrices critiques et créatifs. Se rendre compte, au cours d'une séance, que l'on inspire la crainte... parce qu'on peut donner des ordres sans avoir préalablement convaincu. Garder, malgré ses propres angoisses, la courtoisie et la disponibilité envers celles et ceux que « l'autorité » pourrait écraser.

Accepter que mille obligations chamboulent quotidiennement la réflexion. Se faire dicter les urgences, au lieu de faire évoluer les priorités, organiquement et dans le dialogue.

Trancher dans le vif, sans savoir si des pans d'informations utiles sont éventuellement restés dans l'ombre, ont peut-être fait l'objet d'une rétention par omission ou commission. Revendiquer le droit d'avancer d'une approximation à l'autre vers une solution de plus en plus précise. Rendre transparent un tel processus, plutôt que de faire semblant de sortir de son chapeau des théories de lapins tous viables et parfaits.

Refuser l'instinct territorial, le « chacun pour soi et Dieu pour tous » dans l'exercice du pouvoir collégial: l'absence de cohérence et de cohésion n'est pas dépourvue de confort. Se mêler des affaires des autres départements... et accepter la réciproque.

Trouver le temps de faire le deuil d'un ami, de pleurer de tristesse et d'horreur, d'apprivoiser le souvenir d'une rencontre, d'un sourire, comme autant d'instantanés... et se résigner à ne plus jamais en ajouter d'autres à la collection.

Vieillir, grossir, assumer ses cernes sous les feux de la rampe. Se prendre parfois en flagrant délit d'hypocrisie, faire semblant de reconnaître des gens et rationner sa disponibilité.

Défendre bec et ongles son jardin secret, alors qu'on avait l'habitude d'y inviter tous ceux qui passaient par là. S'opposer, parce qu'elle est mensongère, à la personnalisation du pouvoir (on ne fait rien toute seule), mais accepter d'incarner une idée, de donner corps à un espoir, d'accorder sa caution à un projet.

Peser sur ses amis, sur sa famille, sur ses proches, accepter pour un temps de recevoir plus de tendresse et de soutien qu'on ne peut en donner.

Etre une « militante en disponibilité », c'est-à-dire ne plus participer jour après jour à un projet commun, laisser d'autres jouer pleinement leur rôle de contre-pouvoir.

CE QUI EST FACILE

Respecter les autres membres du gouvernement (ils méritent ce respect), se battre avec eux pour faire aboutir des projets, trouver des compromis, perdre ou gagner selon les jours, renoncer à toute critique publique qui affaiblirait un collègue.

Travailler beaucoup, se lever à l'aube et se coucher tard, apprendre tous les jours avec ténacité et modestie. Payer de sa personne.

S'approprier les bonnes idées des collaboratrices et des collaborateurs, prononcer de bons discours écrits par d'autres, jouer le rôle de figure de proue d'un navire dans lequel œuvrent des milliers de personnes.

Rester fidèle à ses convictions profondes et considérer la responsabilité gouvernementale comme une chance et une expérience passagère.

Rire du côté cocasse de certaines situations et ne pas se gonfler la tête. Désacraliser le pouvoir et le rendre plus proche des gens.

Faire le tri des critiques, accepter celles qui permettent de s'améliorer et ne pas prêter attention aux autres. Ecouter.

Ruth Dreifuss

Ce texte a été publié pour la première fois en 1994 dans *Passions* (DP 1183), un numéro spécial consacré au septantième anniversaire d'André Gavillet.

Sommaire

Conseil fédéral: La démarche modeste et efficace du montagnard (p. 2)

Conseil fédéral: L'avenir, cohérence du quotidien (p. 3)

Agriculture: *Swiss Dairy Food*: fin de l'économie de guerre (p. 4)

Génie génétique: Le progrès responsable (p. 5)

Forum: Le chômage au féminin (p. 6)

Mouvements alternatifs: La rue nous appartient (p. 7)

Après la démission de Ruth Dreifuss, *Domaine Public* esquisse un portrait en Dix ans consacrés au pays, du passé vers l'avenir, où elle a su placer

La démarche modeste et efficace du montagnard

L'intérêt porté au bilan d'un magistrat lors de son départ reste en général limité. Rien de tel dans le cas de Ruth Dreifuss dont l'action fait l'objet de multiples commentaires, plutôt mitigés. Il faut y voir l'effet d'espoirs initiaux disproportionnés.

Porteuse de l'espérance des femmes, la conseillère fédérale socialiste a dû assumer des dossiers difficiles. Et les solutions adoptées n'ont pas toujours été perçues comme satisfaisant l'exigence d'égalité entre les sexes: la dixième révision de l'AVS a conduit au relèvement de l'âge de la retraite des femmes et son projet d'adaptation de l'assurance invalidité a heurté de front l'intérêt des veuves. Dans un climat politique et financier difficile, Ruth Dreifuss a été contrainte de consacrer toute son énergie à défendre les assurances sociales contre d'incessantes attaques,

au détriment de propositions de réforme que certains attendaient. Enfin l'augmentation régulière des primes de l'assurance maladie n'a fait qu'accroître le mécontentement populaire et occulté le progrès que représente la LAMal, comparée à la situation antérieure. La magistrate était naturellement destinée à endosser le rôle de bouc émissaire et a rapidement occupé la dernière place dans le classement de popularité du Conseil fédéral. Au moment de son départ, Ruth Dreifuss doit encore essuyer les reproches de certains socialistes qui, publiquement, regrettent son sens insuffisant de la tactique politique et sa trop grande honnêteté intellectuelle. Elle se voit bien mal payée en retour de «l'amour des camarades» qu'elle a toujours prôné.

L'appréciation mitigée du bilan de Ruth Dreifuss, parfois teintée d'amertume, traduit une profonde méconnaissance

des mécanismes de la vie politique helvétique et fait injure à la qualité du travail de la Conseillère fédérale genevoise.

En Suisse, un membre de l'exécutif, même de la carrure de Ruth Dreifuss, doit trouver l'appui de ses collègues. Et s'il y parvient, il a encore à convaincre le Parlement et bien souvent le peuple. Point de leader charismatique qui peut s'appuyer sur une majorité docile. Dès lors personnaliser les échecs comme les succès, comme aiment à le faire les médias, constitue une erreur systématique.

Pourtant ce corset institutionnel et sa situation de minoritaire n'ont jamais découragé Ruth Dreifuss. Une décennie durant, elle a parcouru son chemin avec constance et ténacité. Maîtrisant ses dossiers jusque dans les détails, elle a recherché inlassablement des solutions, non les meilleures abstraitement, mais celles por-

teuses de progrès social et susceptibles de trouver un soutien majoritaire.

A l'occasion, et il faut le rappeler à celles et ceux qui l'ont jugée trop consensuelle, elle n'a pas hésité à taper sur la table pour exprimer son désaccord: lettre ouverte sur l'AVS, exigences financières pour la retraite flexible notamment.

Tout cela n'a pourtant pas suffi à effacer l'image d'une magistrate s'adressant avant tout à la raison des citoyennes et des citoyens, évitant la dimension émotionnelle de la politique tant elle craint le pathos et sa dérive démagogique. C'est probablement là que réside le point faible de son bilan: une communication insuffisante, le refus de mettre en valeur une action qui, bien loin des coups d'éclat médiatiques et des effets d'annonce, adopte le pas du montagnard, régulier, sans précipitation, adapté au terrain mais toujours sûr de son but. *jd*

Première

Comme première femme ayant porté le titre et exercé la fonction de présidente de la Confédération, Ruth Dreifuss entrera dans l'histoire. Elle n'était pas, apparemment, préparée à cette première, n'ayant exercé aucun mandat dans un exécutif ou au Parlement national. Jean-Pascal Delamuraz, qui, lui connaissait les échelons du cursus honorum, la disait hors-sol.

Elle a en effet d'autres racines: des responsabilités nationales qu'elle a assumées à l'USS, son bilinguisme avec, en français, une pointe d'accent genevois, son amour du Tessin et encore sa connaissance du Tiers Monde.

Chronologiquement la première, mais pour quel usage du pouvoir? Ruth Dreifuss a dû affronter trois épreuves. Assurer la mise en place de la

LAMal, loi qu'elle n'avait ni conçue, ni préparée. (Rappelons que cette loi a apporté aux femmes l'égalité des cotisations, alors qu'auparavant elles étaient pénalisées en raison du risque de maternité!). Elle a souhaité que cette loi puisse d'abord déployer tous ses effets, heureux ou détestables, avant que soient apportés les correctifs, mais avec quelle majorité? Son projet

d'assurance-maternité lui a été refusé, mais par le peuple après la défection de quelques femmes bourgeoises influentes. Mais le sillon a été creusé. Le plus difficile a été de gérer l'ambiguïté du principe d'égalité hommes-femmes. Car la femme s'était vue attribuer, par la société traditionnelle, à cause de sa prétendue faiblesse ou de sa dépendan-

Suite de l'article à la page 3

forme de bilan et d'hommage de la première Conseillère fédérale socialiste. l'homme au centre de l'action politique, avec générosité et sérénité.

L'avenir, cohérence du quotidien

Surtout dans les premiers temps au Conseil fédéral, Ruth Dreifuss aimait à préciser qu'elle dirigeait le département des affaires quotidiennes. Histoire que personne ne confonde le DFI avec un ministère de l'intérieur à la française, chargé du maintien de l'ordre et de la sécurité - intérieure, pas sociale. Histoire aussi de signaler qu'elle s'intéresse avant tout aux questions concrètes, aux préoccupations des gens, de ces gens qu'elle aime tant et dont elle sait gagner l'affectueux respect individuel, à défaut d'une sympathie collective qui lui aura été de plus en plus chichement accordée.

Mais en vérité, par-delà la préférence affichée pour le concret et l'immédiat, Ruth Dreifuss ne perd jamais de vue la vraie dimension de l'action politique, la perspective à long terme dans laquelle s'inscrit toute décision et option gouvernementale, fût-elle d'apparence circonstancielle. Les yeux rivés sur l'horizon social, elle dépasse et

surpasse tous pièges et obstacles, avec un calme qui énerve tout particulièrement ses nombreux adversaires, pas tous bourgeois sur certains dossiers.

De fait et malgré ses allégations, Ruth Dreifuss n'aura pas été à la tête du département de la vie quotidienne mais bien de celui de l'avenir. Quoi de plus lié au futur que la formation, la recherche, la culture et, par définition et sémantiquement, la prévoyance sociale? Comment soupçonner que le renoncement à l'Office de protection de l'environnement en 1997 signifie l'abandon de l'écologie, pensée d'avenir? Là où d'autres se seraient contentés de gérer au jour le jour, elle a tenté, obstinément, de mettre en perspective et de préférer toujours la cohérence à long terme aux éventuels succès immédiats. Quitte à devoir affronter l'impatience continue et des incompréhensions successives de la part de celles et de ceux qui, à tort ou à raison, voudraient

des résultats plus visibles.

A cet égard, le cas de la l'assurance-maladie est tout à fait symptomatique. Ce dossier impossible, complexe à l'extrême et chargé de toutes les émotions et des multiples intérêts en cause, passe pour le plus lourd hérité et travaillé par Ruth Dreifuss, qui le transmet ouvert, forcément, à celui ou celle qui le reprendra au Nouvel-An. Elle semble avoir réfléchi (trop) longtemps à des mesures qui se sont soit heurtées à l'opposition de la majorité gouvernementale ou parlementaire, soit révélées inadéquates: dans le temps, par rapport aux comportements des acteurs et consommateurs, en raison de leurs effets pervers, etc.

Et pourtant, la Cheffe du DFI a la conviction d'avoir mené pied à pied le bon combat, d'avoir perdu nombre de manches et batailles mais d'en avoir gagné d'autres, plus décisives: la révision d'une LAMal vieille de près de cent ans, l'adoption d'un nouveau tarif mé-

dical, l'échelonnement des primes selon le revenu, la fin de l'obligation de contracter.

C'est comme ça: l'essentiel est invisible pour les yeux, pour parler comme *Le petit Prince*. Et la cohérence n'apparaît qu'avec le temps. Evidemment fâcheux à l'ère de l'immédiatisme mass-médiatique. Pour tenir le coup, il y faut de la persévérance, de la suite dans les bonnes idées, de la confiance dans la raison humaine, de l'humour aussi, qui relativise les choses et remet tout, à commencer par soi-même, à sa juste place.

Ce qui permet à Ruth Dreifuss d'affirmer que ses presque dix ans de Conseil fédéral n'auront pas été la période la plus importante de sa vie et de se tourner avec gourmandise vers ce troisième âge qu'elle s'apprête à savourer comme un luxe. On s'en réjouit pour elle, et pour ses amis qui s'impatientent de la retrouver plus souvent, toujours aussi attentive et calme, mais ne contrôlant plus vraiment ses beaux éclats de rire. *yj*

Suite de l'article en page 2

ce, quelques avantages sociaux: âge de la retraite, rente de veuves. Avantages aujourd'hui contestés par la droite au nom de l'égalité, sans que cette égalité soit pleinement reconnue et facilitée dans le secteur économique et professionnel.

L'action d'un magistrat n'est jamais achevée. Aucun ne laisse derrière lui un bureau dégagé, tous dossiers bouclés. La gestion politique est une course de relais. En revanche, chacun marque son passage par un style. Et c'est par son style que Ruth Dreifuss a assuré sa première. Aucun ego

surdimensionné ne la pousse à s'afficher sur le devant de la scène politique, comme si souvent. Elle est naturellement citoyenne. Elle prend son train comme tout le monde, sans affectation démocratique. Son sens de l'écoute, mieux sa patience d'écoute est inépuisable. Elle est généreuse de son temps et de son engagement. Elle a cette qualité plutôt rare d'aimer les gens. C'est ce qui, à travers les désaccords politiques, lui a rendu la collégialité ou le travail en commission parlementaire plus facile et parfois ludique.

Cette qualité se double d'un don de parole exceptionnel. On sait que la prise de parole est un exercice difficile pour chacun certes, mais particulièrement pour une femme dont certains guettent souvent sans bienveillance la manière dont elle pose ou pousse sa voix. Ruth Dreifuss a non seulement une voix remarquablement timbrée, mais surtout elle ne parle jamais la langue de bois. Plus que de la répartie, elle a le sens de la réponse, nourrie par sa culture, originale, diverse par son don des langues et sa judéité. Elle

peut parler avec la même chaleur d'un chemin de montagne tessinois aux escaliers de pierre, que de la collection Rosengart ou du coût des médicaments. Cette authenticité a été perçue aussi bien par le militant de base, ou les patrons de la recherche scientifique, que par les interlocuteurs internationaux de la Suisse, à laquelle elle a rendu d'éminents services quand les fonds en déshérence et la pression américaine déstabilisaient notre diplomatie. Ruth Dreifuss a réussi plus qu'une première chronologique. *ag*

Swiss Dairy Food: fin de l'économie de guerre

La débâcle de l'entreprise *SDF* montre que les professionnels du lait ont mal mesuré l'ampleur de la réforme, programmée par les accords bilatéraux, pour quitter l'économie de guerre.

L'entreprise industrielle et commerciale *Swiss Dairy Food*, issue directement des milieux agricoles, meurt d'avoir cru possible d'appliquer les méthodes de l'économie planifiée héritées de la guerre, alors qu'elle est soumise à la concurrence du marché. A sa création, par fusions successives, elle a ménagé les anciennes structures, en créant un appareil sur-dimensionné. Elle a pris en charge tout le lait fourni par les agriculteurs à un prix encore protégé. Elle a tenté de résorber les excédents avec les méthodes du passé, en fabriquant notamment de la poudre de lait impossible à rentabiliser. Et pourtant, la décision a été prise dans les années nonante. L'agriculture suisse se rapprochera des autres marchés. Le monde politique suisse, aidé par les pressions du GATT, a jugé qu'il n'était plus possible de produire à des coûts élevés et de brader les excédents à l'étranger, principalement en Europe, à coup de sub-

ventions massives. Toute l'économie laitière suisse en est bouleversée.

Dur marché européen

La moitié du fromage suisse doit être placé à l'étranger. Avec des difficultés croissantes. Le franc suisse est trop cher. Dans toute l'Europe, la maladie de la vache folle a fait baisser la consommation de viande. Les éleveurs se sont tournés vers le lait. Le prix du fromage européen a baissé. Nos pâtes dures... ont eu la vie dure! Plus question de fermer les yeux et d'allonger les centaines de millions de la Confédération pour résoudre le problème. Il faut donc baisser le prix du lait. Il était à un franc par kilo dans les années fastes de l'économie agricole étatique. Il est aujourd'hui à 75 centimes. Quelle dégringolade pour les paysans. Et ce n'est pas terminé. Les accords bilatéraux prévoient la libre circulation du fromage dans cinq ans. Pour atteindre le niveau européen, il faudrait, théoriquement, baisser à nouveau le

prix du lait de 30 centimes.

Bernard Lehmann, ancien numéro deux de l'Union suisse des paysans dénonce l'imprévoyance des milieux agricoles. L'adaptation est trop lente. Le label suisse devrait permettre de maintenir une légère différence avec les prix européens. Mais les éleveurs devraient encore accepter au moins une baisse de 10 centimes. Pour supporter ce nouveau sacrifice, il faudra de plus grandes exploitations. Elles sont en moyenne deux fois plus petites en Suisse qu'en Europe. Les agriculteurs devront se spécialiser, dans le lait, dans la viande, pour abaisser leurs coûts. A cela s'ajoute la recherche toujours plus active des spécialités qui trouvent preneur à des prix élevés. Aux antipodes donc de la fabrication de poudre de lait. Berne atténue les rigueurs de la réforme par de fortes subventions directes à des fins écologiques. On pourrait aussi songer à une assurance chômage pour les paysans laissés au bord de la route. at

Migration

Le voyage dans l'impasse

Le retour des nomades, *Gitans, Roms, Tziganes, Sintis, Bohémiens, Jénishs*. Le flou dans la désignation répond à l'incertitude du sédentaire face aux voyageurs, toujours ailleurs, insaisissables. Le vieux mot de *Romanichels* qui rappelle l'enfance et les discussions des grands-parents est semble-t-il le plus exact, proche de la manière dont ces gens du voyage se désignent eux-mêmes: *Romani cel*, le peuple des humains, alors que *Tzigane* vient du grec et signifie semble-t-il, «ceux que l'on ne touche pas» et *Gitan* est une déformation du mot «égyptien», dont l'occident a cru longtemps que

c'était leur patrie d'origine. Pour les Européens, ce peuple composé autrefois de rempailleurs, de rémouleurs, de musiciens et de voleurs de poules, représente l'autre absolu, la barbarie qui rôde hors des murs de la ville, le désordre et la saleté. Étrangement l'imagerie occidentale valorise le nomade. Les romans de notre enfance et le cinéma d'aventure mettent en valeur le *Touareg* noble et majestueux, le *Peul* magnifique qui marche devant son troupeau, le *Mongol* qui vit sur son cheval, fantasmes puissamment sexualisés d'une vigueur lointaine, perdue. Les nomades sont respectés... à

condition qu'ils soient très loin; mais pour ceux qui sont proches, il en va tout autrement.

Le racisme à l'égard des *Roms* est très virulent dans toute l'Europe de l'Est et il le serait sans aucun doute aussi chez nous; il suffit de saisir les conversations de bistrot depuis le passage de nos frontières par plusieurs centaines d'entre eux. C'est avec un grand soulagement que la presse nous les présente comme des sédentaires, sans trop s'appesantir sur cette immobilisation forcée par les régimes communistes, celui roumain notamment. En République tchèque aussi, les *Roms* sédentarisés ont

remplacé les Sudètes au fond des forêts de Bohême et sont manœuvres dans les usines.

Voilà une conséquence inattendue de l'élargissement de l'Europe: comment intégrer cette population si différente, dévorée par les mafias qu'elle a engendrées, tout juste acceptée à travers son folklore et sa musique. Dans certains pays comme la Hongrie, une classe moyenne *Rom* mieux scolarisée émerge peu à peu. La solution viendra sans doute de là, de l'éducation, de la participation à des circuits économiques légaux. Mais pour l'instant, les «barbares» sont encore contenus hors du *limes*... jg

Le progrès responsable

Sauf renvoi en commission, le Conseil national entamera la semaine prochaine, en deuxième lecture, la révision de la Loi sur l'environnement GenLex, un projet esquissé dès le début des années nonante. Dans l'ensemble, les dispositions du projet (par exemple le régime d'autorisation, séparation des flux OGM/non OGM, lutte contre les fraudes, responsabilité) sont bienvenues et nécessaires. Technologie récente et sans doute dominante au XXI^e siècle, le génie génétique doit être encouragé sur le plan de la recherche par cette loi; mais ce n'est pas sûr.

Il circulait la semaine passée par courriel une pétition intitulée *Plaidoyer pour une recherche responsable*. Lancée par trois professeurs de botanique, elle alerte le parlement sur le fait que la version «dure» de la GenLex proposée empêcherait toute recherche de qualité en Suisse dans le domaine du génie génétique appliqué aux plantes et aux animaux. Le durcissement le plus médiatisé du projet de loi est la proposition par la commission Science Education Culture du Conseil national d'instaurer un moratoire de cinq ans sur la commercialisation d'OGM. Une minorité rose-verte veut même étendre le moratoire à la dissémination expérimentale, et ceci pour dix ans.

Le projet stipule notamment que les essais en plein air ne seraient autorisés que si les

expérimentations en milieu confiné ne permettent pas de recueillir les informations nécessaires. Ces essais devraient en outre apporter une contribution effective à la recherche en biosécurité transgénique. Les constructions transgéniques comportant un gène de résistance à un antibiotique seraient interdites.

La première condition sera toujours remplie. L'effet d'un gène introduit est analysé d'abord en laboratoire, où la température est stable, le vent absent et la nuit dure douze heures. Lors de la dissémination expérimentale - le dernier projet en Suisse de ce type n'était guère plus étendu qu'un lit à deux places - on teste en premier lieu la robustesse de l'effet dans les conditions variables d'humidité et de température qui caractérisent notre climat. Mais le projet de loi exige en même temps une contribution effective à la recherche en biosécurité. Si l'intention est louable, c'est probablement une erreur. En effet, la recherche en biosécurité doit se construire selon une logique propre; elle exige de la durée, de l'étendue sur le terrain qui dépasse la capacité d'une petite équipe académique. Une chose est de savoir si le gène transféré peut exercer son effet en plein air et affecter notre santé; mais une autre, bien plus difficile, est de connaître les interactions de la plante recombinante avec ses voisines et le sol.

Les chercheurs travaillent avec des prototypes. Le recours à des marqueurs de type «résistance à un antibiotique» est la règle pour les manipulations initiales au laboratoire. L'interdiction de ces marqueurs lors de plantations, même expérimentales, prévue dans le projet se fonde plus sur une «paix sociale» entre science et société que sur de risques réels. Prélevez de la terre dans l'alpage de votre choix; un bon tiers des microbes sera déjà résistant à des antibiotiques comme l'ampicilline - et ils l'ont été bien avant l'ère de la transgénèse, fruit de la guerre immémoriale que se livrent bactéries et champignons. La cité ne comprend pas pourquoi la science n'est pas prête - alors que la technologie le lui permet - à enlever le gène de résistance avant de passer à des disséminations expérimentales. La science, à son tour, ne comprend pas pourquoi cela poserait problème. Les scientifiques ont encore des choses à apprendre, certes. Mais le durcissement politique face à la recherche en génie génétique, constaté lors de la lente évolution de la GenLex, risque de mettre en péril un autre postulat important. La loi dit en effet que «conformément au principe de précaution, les dangers et les atteintes liés aux organismes génétiquement modifiés seront limités le plus tôt possible». Cet objectif ne peut être atteint sans l'appui de la recherche scientifique. *ge*

Pédophilie

Le cafouillage helvétique

La Suisse a géré le dossier des pédophiles présumés de manière catastrophique.

Les autorités d'abord. Mise au courant par le *FBI*, la police fédérale vérifie longuement les données reçues avant de se rendre compte qu'il incombe aux cantons de mener l'enquête. Premier retard. Mais pour la plupart, les polices cantonales ne bénéficient ni des compé-

tences techniques ni des effectifs suffisants indispensables à une investigation efficace. Nouveau retard. Ainsi la police cantonale zurichoise refuse l'aide des collègues de la Ville de Zurich, pourtant rôdé en matière de criminalité informatique. Les enquêtes traînent en longueur. Alors que l'Allemagne boucle les visites domiciliaires et le séquestre des preuves en quatre jours, et

l'Autriche en un jour seulement, la Suisse piétine des semaines durant.

Les autorités toujours. Alertés par leur police, des pouvoirs locaux croient bon de suspendre des suspects en charge de fonctions publiques. Ce qui ne manque pas d'attirer l'attention des médias, la radio allemande tout d'abord, puis l'inévitable presse dominicale toujours à l'affût d'un scoop.

Dès lors l'affaire est publique, la poursuite efficace de l'enquête impossible. La vindicte atteint des suspects qui se révéleront peut-être innocents.

Dans ce dossier, le fédéralisme policier a montré ses limites et des médias ont révélé une fois de plus leur échelle des valeurs: le tirage avant le sens des responsabilités. *jd*

Le chômage au féminin

Dr. Elisabeth Bühler,
Institut de géographie, Université de Zurich

Tout au long des années 1990, les chiffres du taux de chômage¹, publiés par le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco), étaient toujours plus élevés pour les femmes que pour les hommes. De surcroît, ces indications chiffrées officielles ne représentent qu'une partie des chômeurs effectifs, car de nombreuses personnes en quête d'emploi ne sont pas enregistrées auprès des Offices régionaux de placement (ORP). Parmi ces personnes non-enregistrées, la majorité sont des femmes (plus de 60%).

La majeure partie des hommes non-enregistrés est jeune, environ 50% ont entre 15 et 24 ans. On peut supposer qu'il s'agit là principalement d'hommes qui, au terme de leur formation, ne recourent pas encore aux indemnités journalières (délais de carence) ou exercent une activité lucrative parallèlement à leurs études.

Types de communes	Femmes	Hommes
	%	%
Centres	7.0	6.7
Suburbaines	6.1	5.2
Riches	4.0	3.6
Périurbaines	5.0	3.9
Touristiques	4.3	3.9
Industrielles et tertiaires	4.9	4.0
Rurales de pendulaires	4.3	3.3
Agricoles mixtes	3.4	2.8
Agricoles	2.8	2.5
Suisse	5.8	5.0

Source: Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco), Statistique du marché du travail, Office fédéral de la statistique, Recensement fédéral de la population 1990.

Au contraire, chez les femmes non-enregistrées, les 40 à 54 ans représentent le groupe le plus important. Pour quelles raisons sont-ce justement ces femmes d'un certain âge qui ne s'annoncent pas auprès des ORP et qui, par là, renoncent

à un possible soutien? Pour répondre à cette question, il faut tenir compte de raisons aussi bien structurelles que culturelles. Au nombre des raisons structurelles viennent en premier lieu les conditions des ORP qui obligent tout chercheur d'emploi à accepter immédiatement une occupation correspondant à sa demande. Cette contrainte peut s'avérer problématique pour des personnes qui s'occupent d'un ménage et d'enfants - en Suisse, ce cas de figure concerne encore et toujours majoritairement des femmes. Au rang des facteurs culturels, on retrouve les représentations traditionnelles des rôles sociaux qui n'envisagent pas le droit (moral) à un revenu propre pour des femmes vivant en couple et qui, de ce fait, enlèvent toute légitimité au fait de toucher des indemnités de chômage.

Fondamentalement, le chômage des femmes et des hommes se conforme au même modèle régional: là où le taux de chômage des hommes est élevé, celui des femmes l'est généralement aussi (voir tableau 1). A vrai dire, on observe de très nettes différences entre les taux de chômage féminin et masculin suivant les régions linguistiques de la Suisse. Alors que les taux féminins ne se distinguent que peu de ceux masculins en Suisse alémanique, ils sont clairement plus élevés pour les premiers dans la partie romande. C'est cependant au Tessin que la différence est plus importante.

Comment peut-on expliquer ces taux de chômage féminin particulièrement élevés (très au-dessus de la moyenne) en Suisse romande et au Tessin? Jusqu'à aujourd'hui, les sciences sociales ne se sont jamais vraiment intéressées à cette question, raison pour laquelle il n'existe à ce jour pas de réponses convaincantes et englobantes. Les rares études existantes (voir tableau 2) montrent cependant que c'est le rôle prépondérant des facteurs culturels qui explique les différences entre Suisse alémanique et Suisse

romande. Les divergences entre les chômeuses effectives et le nombre de femmes répertoriées par les ORP sont nettement moindres en Suisse romande qu'en Suisse alémanique. En Suisse romande, cette relative adéquation des statistiques trouve probablement son origine dans les connotations plus positives

		Femmes	Hommes
Suisse alémanique	Ville	6.03	6.16
	Agglomération	4.77	4.23
	Campagne	3.52	3.07
Suisse romande	Ville	9.27	8.77
	Agglomération	7.75	6.40
	Campagne	6.73	4.96
Suisse italienne	Ville	10.69	8.37
	Agglomération	9.42	6.33
	Campagne	10.05	5.88
Suisse		5.76	4.99

que revêt l'image de l'épouse et de la mère salariée. Il s'agirait d'étudier de manière plus approfondie dans quelle mesure cette meilleure acceptation en Suisse romande de l'activité rémunérée des mères et des épouses n'est pas aussi liée au fait que son apport correspond à une nécessité financière des ménages. Quoiqu'il en soit, les taux de chômage des femmes relativement plus bas en Suisse alémanique ne doivent pas simplement être interprétés comme le signe d'un marché du travail et de structures de formation plus favorables. Les taux de chômage féminin relativement bas dans la partie alémanique sont également la conséquence d'un retrait, culturellement conditionné, des femmes sans emploi dans la sphère domestique. ■

¹Le taux de chômage s'obtient en divisant le nombre de chômeurs inscrits par le nombre des personnes actives. Sont considérées comme personnes actives toutes celles qui exerçaient une activité lucrative salariée pendant au moins six heures par semaine. Le nombre de personnes actives établi lors du recensement fédéral actuel sert pendant dix ans de base de calcul.

La rue nous appartient

Critical Mass existe depuis dix ans. Reconquérir la rue est son objectif. Spontanéiste, comme d'autres mouvements, il revendique une nouvelle convivialité urbaine libérée du trafic.

Ils ne sont pas dans la circulation. «Nous sommes la circulation». C'est *Critical Mass*. Ses rassemblements contestent la rue aux voitures. Une fois par mois, les participants occupent routes et carrefours. Les automobilistes sont obligés de leur céder la voie. Né à San Francisco en Californie, il y a dix ans, il a gagné les métropoles du monde occidental, Suisse comprise. Genève, Zurich et Winterthur sont ainsi les cibles de groupes locaux. Le mouvement se dit non organisé; ou plutôt une coïncidence organisée. Il profite de l'aubaine informatique pour entretenir son réseau dans l'anonymat le plus strict. Il est impossible d'identifier les responsables. Souple et imprévisible, il fait l'économie des structures associatives traditionnelles. C'est une appellation libre de droits d'auteurs (*copyleft*). Elle se moque de la commercialisation de la marque déposée qui réclame des royalties (*copyright*). Semblable à une borne électronique il oriente ses sympathisants qui, à leur tour, multiplient son rayon d'action.

Critical Mass s'inspire des manifestations théâtrales des années soixante, familières du happening et de la spontanéité, prêtes à quitter la scène pour

descendre dans la rue. Friandes de transgression et de convivialité, entre art et politique. Il investit l'espace urbain, détourne son exploitation, l'affranchit et le rend aux usagers non motorisés. Quelques minutes ou quelques heures, peu importe! L'opération à la fois drôle et subversive, répétée méthodiquement, suspend le flux infini du trafic. Elle

l'accule à sa folie: la promesse d'une mobilité infinie.

Critical Mass et Reclaim the Street refusent la politique et ses méthodes. Ils sont l'expression d'un engagement indéchiffrable. Difficile à canaliser tant il est versatile.

Le mouvement parasite les initiatives officielles. Il redoute le «Dimanche en ville sans ma voiture»: un rendez-vous désormais institutionnalisé, devenu l'alibi des administrations et de l'automobiliste moyen. La sensibilisation est à bout de souffle. Les comportements ne changent pas. Il faut autre chose; par exemple des véritables «Dimanches sans voitures». C'est la mission de *Critical Mass*.

Reclaim the Streets (RTS) a surgi des «collisions culturelles entre D.J., militants anti-mondialisation, artistes engagés ou proches du New Age et écolos radicaux» selon le raccourci de Naomi Klein. Depuis 1995, bravant l'hostilité de la société anglaise à l'égard de la musique et de l'imagerie *rave*, RTS part à la reconquête des rues et même des autoroutes qu'il arrache aux voi-

tures avant de les livrer aux personnes rassemblées. Ensuite, c'est la fête, musique et performances. Les expropriations se transforment en parades, jeux du cirque, kermesses populaires jusqu'à l'arrivée de la police. L'internationalisation du mouvement déboucha, le 16 mai 1998 - le G8 se rencontrait à Birmingham ce jour-là - sur le *Global Steet Party*. Des dizaines de manifestations RTS se déroulèrent dans plus de vingt pays. A Genève, on dansa jusqu'aux émeutes de la nuit. Le message était clair: reconquérir l'espace public au nom de la collectivité. Un «nous» hétéroclite et nébuleux, à peine pressenti, minoritaire et en marge des institutions.

Intégrés à l'ensemble bigarré résistant à la globalisation néolibérale - pour faire court -, *Critical Mass* et *Reclaim the Street* refusent la politique et ses méthodes. Ils sont l'expression d'un engagement indéchiffrable. Difficile à canaliser tant il est versatile. A Lausanne, pendant un hiver entier, les habitants d'un quartier ont entravé la circulation, devenue insupportable, en traversant la route au moyen des feux pour les piétons déclenchés systématiquement et sans interruption. L'action s'est développée et s'est épuisée sans aboutir à une solution. Sa valeur sociale, la solidarité d'une courte saison font face à l'échec pratique: les voitures roulent toujours en masse.

Volontairement à l'écart, ces

mouvements rejettent les relais conventionnels: associations et partis politiques. Incapables, de leur côté, d'entendre et de représenter cette envie pressante d'une autre rue et d'un autre monde. *md*

Naomi Klein, *No Logo. La tyrannie des marques*, Leméac / Actes sud, 2001.

www.criticalmass.ch
www.critical-mass.org
www.rts.gn.apc.org

IMPRESSUM

Rédacteur responsable:
Jean-Daniel Delley (jd)

Rédaction:
Marco Danesi (md)

Ont collaboré à ce numéro:
Ruth Dreifuss
Gérard Escher (ge)
André Gavillet (ag)
Jacques Guyaz (jg)
Yvette Jaggi (yj)
Albert Tille (at)

Forum:
Elisabeth Bühler

Composition et maquette:
Allegra Chapuis
Marco Danesi

Responsable administrative:
Isabelle Gavric-Chapuisat

Impression:
Ruckstuhl SA, Renens

Abonnement annuel: 100 francs
Étudiants, apprentis: 60 francs
@abonnement e-mail: 80 francs
Administration, rédaction:
Saint-Pierre 1,
case postale 2612
1002 Lausanne
Téléphone: 021/312 69 10
Télécopie: 021/312 80 40
E-mail: domaine.public@span.ch
CCP: 10-15527-9

www.domainepublic.ch

Gulliver 02

Par Anne Rivier

COMMENT PEUT-ON ÊTRE SUISSASSE EN 2002? PEUT-ON ÊTRE UNE VRAIE SUISSASSE ET DÉTESTER LES ALPES EN CETTE ANNÉE INTERNATIONALE DE LA MONTAGNE? AU REGARD DE L'UNIQUE TEXTE LIVRÉ CET ÉTÉ ON A PU CROIRE LA CHRONIQUEUSE PARTIE SANS laisser d'adresse. La soupçonner d'être paresseuse. Il y a plus perfide, une rumeur qui se confirme de jour en jour: elle serait une piètre patriote. Une réfractaire aux nains de jardin, une cracheuse dans la soupe limite *Netzverschmutzerin*. En effet, sur Expo.02, son silence radio est parlant. Ni louange ni anathème, que dalle. Le boycott est avéré? Ces accusations me chagrinent. Le moment est venu de les démentir avec vigueur.

Les Alpes d'abord. Je les ai aimées, il y a longtemps. Les Valaisannes surtout, celles d'avant les maquereaux des cimes et leurs stations prétentieuses. Celles des orchis vanillés de Corinna Bille, des prairies naturelles, conservatoires biologiques, celles des mazots burinés habités à l'année, des curés bedonnants en soutane et tricounis, des épiceries de village, magasins universels à la père Trovaz des Haudères, celles de Marie Follonier de La Sage, patronne de restaurant et féministe avant l'heure, admirable de culture et d'intelligence. Ce Valais généreux des mille et une sources secrètes, gratuites, inexploitées, je ne veux pas l'oublier.

Mais a-t-il vraiment existé, ce paradis perdu? Un récent séjour à Loèche-les-Bains m'en ferait douter. Restaurants hors de prix, médiocres pour la plupart, avec leur sonorisation de youtze débordant sur la chaussée; échoppes de souvenirs folklo-kitsch et de faux artisanat, centre sportif surdimensionné, Hôtel de ville à la Ceaucescu; immeubles et commerces aux mains de quelques familles omniprésentes, oligarchie du fric et du toc. Passons.

En ce qui concerne ma fréquentation des arteplices, je suis statistiquement au-dessus de la moyenne: six visites et un passeport saison, qui dit mieux? Sans compter le tour guidé sous la houlette d'une blonde institutrice en uniforme, à la diction aussi lente que parfaite, qui nous corrige gentiment lorsqu'on parle de sponsors, nous suggérant le terme de « partenaires », plus adapté à son avis.

Justement, avant Expo.02, le département (encore) militaire n'était pas mon « partenaire » préféré. L'armée suisse, je lui réservais même un sacré chien de ma chienne. Nous étions restés fâchés lors d'un de ces procès caricaturaux dont elle a la recette et le monopole juridique. Événement national oblige, j'ai pourtant décidé de renouer pour faire plaisir à mon vétéran de père, sergent pendant la Mob. Loin d'être un admirateur béat de la grande Muette, sa distance critique et la douce présence de ma mère m'ont rendu la chose possible.

Aguillé sur le banc de fer à l'avant de la barge qui nous transborde de Morat à Meyriez, mon papa a rajeuni de soixante ans. Son blouson beige s'est transformé en treillis, son béret en képi. L'œil à l'affût d'un mouvement ennemi, narine frémissante dans la brise d'été, il est en grandes manœuvres. Les deux recrues camouflées qui nous accompagnent sont ses fidèles soldats, et nous

autres, les passagers, des civils qu'il faut mettre à l'abri. L'embarcation fend les eaux. A l'arrière, un haut parleur fend le vent: le Général polyglotte Samuel Schmid nous souhaite la bienvenue. Sporadiquement couverte par les embruns, la voix se fait solennelle pour nous recommander sa cantine. « Lassen Sie sich verwöhnen! » Un bon *spatz*? Une double ration de singe? Papa en frémit d'envie, et maman d'horreur.

Après un débarquement réussi, sans la moindre perte humaine à déplorer, nous nous dirigeons vers la tente-réclame de notre Défense en voie de réformation. Gérée comme une entreprise, Armée XXI sera plus efficace, plus flexible, plus crédible. Les nombreux prospectus à disposition me certifient qu'elle « est à même de repousser une attaque et peut, dans l'urgence, collaborer avec d'autres armées dans un but défensif ». A parcourir les diverses parties de l'exposition mes vieux griefs tombent les uns après les autres et ma fibre pacifiste se relâche dangereusement: notre défense est une succursale de la Croix-Rouge, une organisation benévole de service après-vente. Canons, bombes, mines, forces aériennes, notre armée ne tue jamais personne et passe son temps à panser. Ses bunkers contiennent de superbes hôpitaux de campagne et ses chars des blocs opératoires dernier cri.

Après les inévitables loopings filmés de la Patrouille Suisse nous nous arrêtons devant une ravissante maquette de champ de bataille. Intriguée par un « Nid de blessés », je m'informe auprès du bleu de piquet: « Combien avez-vous de naissances par année, là-dedans? » Il hésite, rougit puis s'étrangle de rire, bientôt imité par ses voisines, accortes représentantes du Service des Femmes. Me voilà définitivement réconciliée: une armée qui rit si fort ne peut être tout à fait mauvaise.

A la cantine de Samuel le *spatz* manque à l'appel. Mon *nasigoreng* ne tient pas ses promesses, mais les *penne al pesto* de ma mère sont délicieuses. L'ambiance est bon enfant, les sièges durs à souhait.

Le repas englouti, nous achevons notre périple par le chantier naval (*Werft*), monumentale réalisation de trois départements fédéraux réunis. Migrations, immigration, géopolitique des conflits mondiaux, panneaux coulissants et boulier géant, nous marchons sur des œufs, tête en l'air, un peu déconcertés par la complexité du message. Un blondinet chevelu nous aborde en français fédéral.

- C'est pour un sondage. Préférerez-vous que quelqu'un vous explique le contenu de *Werft*, pour vous aider à réfléchir. Ou vous aimerez débrouiller seuls.
- Seuls, évidemment, répond la famille en chœur.
- Je vous inscrire dans « Individualistes » alors?
- C'est ça! Et puis de toute façon, ajoute mon père en tapant sur l'épaule du sondeur, à l'armée, c'est pas nécessaire de réfléchir.
- C'est juste, ça vous avez raison! rigole notre Tadzio, l'index pointé sur son badge du Service civil. ■